

Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, 341 p.

Carol Levasseur

Numéro 8, automne 1985

Innovations et politiques technologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040500ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040500ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Levasseur, C. (1985). Compte rendu de [Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, 341 p.] *Politique*, (8), 133–143.
<https://doi.org/10.7202/040500ar>

Alain Touraine, *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard, 1984, 341 p.

Ce livre respire l'air du temps présent. Un temps qui se charge des couleurs de l'apathie politique, du scepticisme idéologique, de l'indifférence sociale, du désenchantement du monde. Un temps qui arbore les signes d'un effritement généralisé des grands idéaux, d'un déclin irrémédiable des utopies révolutionnaires aspirant à bouleverser l'ordre de l'univers et de la vie quotidienne. Un temps de crise, en somme. Une crise profonde et durable qui se manifeste par une perte de confiance dans le futur, une cassure des représentations relatives à l'avenir, un repli narcissique sur un présent sans lendemain qui chante, un retour en force de l'espace privé, une quête désespérée d'autonomie personnelle, une véritable obsession du plaisir immédiat.

Le dernier livre d'Alain Touraine épouse le diagnostic désabusé qu'un certain nombre de sociologues et de philosophes portent sur la conjoncture actuelle.¹ Pour en ramasser le vif d'une formule : nous serions entrés dans l'ère du vide. Un vide à la fois social, politique et culturel où la perte de toute transcendance appelle et implique une extrême décomposition de notre capacité d'action sociale, politique et culturelle. Pour le dire autrement et abruptement : le monde contemporain serait caractérisé par une cruelle absence d'acteurs, ou plutôt par le silence inquiétant de l'acteur social conçu comme le producteur et l'inventeur de son histoire. Ce dont témoigneraient, entre autres choses, le repli néocorporatiste

1. voir à ce propos Y. Barel, *La société du vide*, Paris Seuil, 1984; J. Baudrillard, *À l'ombre des majorités silencieuses*, Paris, Gonthier coll. Médiations, 1983; G. Lipovetsky, *L'ère du vide*, Paris, Gallimard, 1983; M. Gaucher, *Le désenchantement du monde*, Paris, Gallimard, 1985.

d'une large partie du mouvement syndical, le reflux des nouveaux mouvements sociaux, l'incapacité des classes dirigeantes à innover et à esquisser un avenir différent et crédible.

Allant au delà de ce constat désenchanté, A. Touraine cherche toutefois à ouvrir de nouvelles perspectives en s'attachant à renouveler notre représentation de la dynamique sociale. Et c'est là que réside l'intérêt de son dernier ouvrage. Car la crise actuelle constitue d'abord et avant tout l'indice et la trace d'une mutation fondamentale. Or pour en saisir les grands traits, il faut transformer le discours et la pratique sociologiques en privilégiant l'analyse des nouveaux rapports, conflits et mouvements sociaux à travers lesquels s'exprime l'intervention créatrice de l'acteur social. Rassemblant douze textes publiés de 1973 à 1983 et trois inédits, ce livre fait le point en quelque sorte sur la démarche théorique amorcée dans *Sociologie de l'action* en 1965 et élaborée de façon systématique dans *Production de la société* en 1973 et *La voix et le regard* en 1978. Par ailleurs la réflexion analytique prend appui sur les nombreuses enquêtes conduites par l'auteur et son équipe de recherche sur les mouvements sociaux au cours des dernières années. Ce qui lui permet précisément de rectifier et d'enrichir la problématique sociologique qu'il construit obstinément depuis près de vingt ans.

L'ouvrage se compose de trois parties. La première explicite les principales critiques adressées par l'auteur à la pensée sociologique classique et à la sociologie critique. Imbriquée étroitement à l'essor puis à l'épanouissement de la société industrielle, la sociologie classique analyse, définit et légitime les fondements de la modernité. Aussi cette tradition sociologique, de Durkheim à Weber puis à Parsons, est-elle habituée par les grandes représentations de la vie sociale associées au déploiement de la révolution industrielle et urbaine: le progrès matériel, le triomphe de la Raison, l'avènement de l'individu, le rayonnement de la démocratie représentative, le changement incessant des formes d'organisation du travail, de la

production et du mode de vie. Foncièrement évolutionniste, la sociologie classique est hantée par le problème de l'articulation entre l'ordre et le mouvement. Elle le résout à sa manière en postulant l'existence d'un ensemble, la Société, en voie de constante modernisation et dotée de mécanismes d'intégration et de régulation. Idéologie de la modernité, cette sociologie se fonde sur l'hypothèse que « la connaissance du système et la compréhension des acteurs se correspondent parfaitement. » (p. 8). Cette correspondance est encore plus forte avec la sociologie fonctionnaliste d'inspiration parsonnienne où l'acteur est défini essentiellement par les rôles qu'il est appelé à jouer dans l'organisation sociale. Mais plus on s'enfonce dans le 20^e siècle et plus il devient évident que l'acteur et le système s'opposent. Ce qui précipite le discours sociologique traditionnel dans une crise fatale.

À la lumière des gigantesques bouleversements qui sapent les bases mêmes de la modernité, un contre-discours s'attaque aux hypothèses fondatrices de la sociologie classique et finit par imposer, à compter des années soixante, l'idée d'une séparation tranchée entre l'acteur et le système en dévoilant les rapports de pouvoir qui imprègnent le tissu social. Cette sociologie critique se développe toutefois dans des directions contradictoires. Ainsi un premier courant s'attache à décrire la société comme un système implacable de domination, un ordre infernal dont la logique de reproduction réduit les acteurs sociaux au silence, les écrase et les fait disparaître. Par ailleurs un second courant, attentif à la dynamique des organisations complexes, donne la priorité à l'acteur, à ses jeux et calculs stratégiques, mais en faisant virtuellement abstraction de son inscription dans le système social. De ce point de vue, la société n'est qu'un marché politique, un ensemble flexible de règles et de contraintes qui finit par se dissoudre en une trame infinie de transactions, de marchandages et de compromis. Bref un « monde froid dont l'acteur — avec ses croyances, ses projets, ses rapports sociaux, sa capacité d'action proprement

sociale — est éliminé» (p. 27). Résultat: l'effacement généralisé de l'idée d'action sociale. Tant et si bien qu'aujourd'hui «il n'existe plus de modèle reconnu d'analyse des acteurs sociaux. Au sens strict, la sociologie n'existe plus: la sociologie classique a été détruite, et la sociologie critique ne pouvait que s'auto-détruire très rapidement». (p. 28).

Voilà pourquoi il importe plus que jamais, suivant Touraine, de reconstruire un mode d'analyse sociologique qui puisse cerner les métamorphoses de la vie sociale en redonnant une place centrale à la catégorie d'action sociale. Bref définir une nouvelle représentation de la dynamique sociale articulée autour de deux idées maîtresses: en l'occurrence que les rapports sociaux sont des rapports conflictuels et que les acteurs en conflit sont guidés par des orientations culturelles communes. D'où la référence constante à la notion du *mouvement social*. Car c'est cela le retour de l'acteur: la redécouverte du sujet producteur de sa propre histoire. Non plus un sujet conquérant et révolutionnaire, mais un sujet libertaire qui cherche à défendre son identité et son autonomie personnelles en se dégageant de l'emprise des grands appareils de programmation de la praxis sociale. C'est pourquoi «l'essentiel est que la séparation croissante de l'acteur et du système soit remplacée par leur interdépendance, grâce à l'idée de système d'action.» (p. 31).

La deuxième partie de l'ouvrage, moins intéressante dans l'ensemble, rappelle les principaux thèmes de cette sociologie de l'action sociale qui se veut anti-fonctionnaliste et post-marxiste. L'auteur y répète à l'envi la thèse qui sert de fil conducteur à sa démarche sociologique. Écartelée entre l'ordre et le mouvement, la société est un réseau complexe de relations sociales qui se définit fondamentalement par sa capacité d'auto-production et d'auto-transformation. Ce qui nous renvoie à la notion d'*historicité*, laquelle réfère non seulement à l'idée d'investissements économiques mais surtout à l'idée d'une création incessante de modèles culturels et d'une transformation des orientations normatives de la vie sociale

en pratiques. La gestion de cette capacité sans cesse croissante de la société à agir sur elle-même est l'enjeu primordial des conflits qui déchirent le champs social défini, à ce niveau, comme un système ouvert de rapports de domination, de contestation et de pouvoir: en définitive un système de rapports de classes. Le concept de mouvement social sert justement à décrire et à analyser ces conflits entre acteurs de classe pour l'appropriation de l'historicité. Ce concept, on le sait est au cœur de la problématique tourainienne dans la mesure où son objet est de comprendre comment la vie sociale se construit et se reconstruit à travers les actions conflictuelles qui « cherchent à transformer les rapports de dominations sociale qui s'exercent sur les principales ressources culturelles... » (p. 142). Problème central de l'analyse sociologique, les mouvements sociaux recouvrent donc des conduites collectives dont le propre n'est pas le fait que des acteurs réagissent à des situations, mais plutôt qu'ils produisent ces situations par leur action conflictuelle. Ce qui interdit de tracer une séparation rigide entre le sens de ces conduites de production conflictuelle du champ social et la conscience des acteurs. En fait toute la méthode de l'intervention sociologique mise au point par Touraine et son équipe de recherche vise précisément à tirer la conscience des acteurs vers les rapports en conflits fondamentaux dans lesquels ils sont engagés quotidiennement...

La troisième partie porte un regard critique sur les nouveaux mouvements sociaux à l'œuvre dans les sociétés dites post-industrielles, sur les conditions de leur formation et de leur développement, sur la signification et l'impact véritables de leur action en cette fin de 20^e siècle. Le chapitre consacré à la naissance de la société post-industrielle, que Touraine préfère nommer la société programmée, n'apporte rien de bien neuf. Pour être bref, nous serions en train d'entrer dans un nouveau type sociétal caractérisé non plus par le bouleversement de l'organisation du travail et de la production d'objets matériels mais par une inter-

vention systématique et permanente en vue de programmer la transformation du style et du mode de vie des individus. Ce qui implique et suppose la constitution de vastes appareils technobureaucratiques exerçant une emprise toujours plus grande sur les conduites, les relations sociales et l'ensemble de l'identité personnelle. Un monde tout à fait neuf se met ainsi en place où la production sociale tend de plus en plus à prendre la forme d'une création infinie d'informations, de langages, de symboles, de signes et d'images.

Tout en disant mon accord avec l'idée que nous vivons le passage à un type largement inédit d'organisation sociale, j'ai du mal cependant à y voir une coupure radicale avec la logique industrielle. Car cette société informationnelle me semble constituer, à bien des égards, une société hyper-industrielle comme en fait foi la présente révolution informatique. D'ailleurs Touraine paraît lui-même hésiter à ce propos, mais sans s'expliquer (p. 99). Toutefois ma principale réserve n'est pas là. Elle concerne le peu d'attention que l'auteur accorde au rôle de l'État au sein de la société programmée. Certes il ne faut pas surestimer l'importance et la puissance de l'intervention normalisatrice de l'État, ni sous-estimer l'ampleur des contraintes structurelles auxquelles se heurte son expansion. Mais il n'en reste pas moins que la dilatation du champ d'action étatique représente, quant à moi, l'horizon incontournable des temps post-modernes. Non seulement parce que l'État est un agent décisif de transformation sociale, mais aussi parce qu'il est plus que jamais au cœur même de la gestion quotidienne d'une société qui devient un véritable système d'appareils.

La naissance de la société programmée est indissociable d'une restructuration des rapports de classes et d'une profonde redéfinition des conflits de classe, de leurs acteurs et de leurs enjeux. Loin de s'estomper, les rapports de domination et de pouvoir se généralisent, se diversifient et se complexifient. Il en résulte un chambardement majeur du champ d'intervention des mouvements sociaux. D'une

part l'on assiste au déclin irréversible du mouvement ouvrier: l'institutionnalisation grandissante des conflits de travail allant de pair avec l'intégration croissante du syndicalisme au mécanisme de décision et de gestion de la société programmée, même si cette intégration demeure conflictuelle. D'autre part l'on observe l'éclosion de tout un ensemble de nouveaux mouvements dont le propre est de contester l'emprise des grands appareils sur l'organisation de la vie quotidienne des individus et des communautés de base: mouvement des femmes, luttes urbaines, mouvements alternatifs et contre-culturels, mouvements écologiste, anti-nucléaire et néo-pacifiste, luttes nationalitaires, etc. Or la plupart de ces nouveaux mouvements de protestation éprouvent aujourd'hui d'épineux problèmes d'organisation et de mobilisation, de sorte qu'ils semblent menacés d'essouffement, de recul voire de décomposition rapide. Selon Touraine, ce diagnostic pessimiste n'est pas erroné. Mais il est à courte vue. C'est dire par là qu'il faut «apprendre à séparer, dans ce que l'on nomme les nouveaux mouvements sociaux, ce qui est général de ce qui est particulier et transitoire». (p. 274).

À cet égard l'essentiel est d'abord de comprendre que le surgissement de ces nouveaux mouvements de révolte est lié à une conjoncture historique exceptionnelle: la phase d'expansion sans précédent que connaissent les sociétés industrielles en Occident de la fin des années cinquante au milieu des années soixante-dix. Ce sont donc des mouvements portés par des sociétés opulentes, explosives, confiantes dans leur avenir, convaincues de pouvoir continuer indéfiniment à produire leur histoire. Ce qui favorise l'essor de nouveaux espaces libres, la prolifération de rêves utopiques, la multiplication de projets de libération dans tous les domaines de la vie sociale et culturelle. Projets de libération qui se veulent très souvent anti-capitalistes, anti-impérialistes et anti-colonialistes, dans une tentative désespérée pour rejoindre les aspirations du mouvement ouvrier traditionnel et du tiers-monde en lutte. Or cette conjoncture est bel et bien révolue. Le dérèglement des

mécanismes de la croissance, le déclin de l'hégémonie mondiale des pays occidentaux, la montée du chômage et l'exacerbation de la compétition internationale font resurgir le spectre de l'insécurité et de l'incertitude. Dans ce nouveau contexte, les diverses forces sociales s'agrippent à la défense tous azimuts de leurs acquis, le champ des compromis socio-économiques se rétrécit et la légitimité de l'État providence est mise en question au nom de la nécessité de renforcer les capacités d'initiative et de gestion de la puissance étatique en matière industrielle, technologique et économique.

Par ailleurs, pour faire face à ce désordre envahissant, de puissants contre-mouvements sociaux se forment et en appellent à un rétablissement des formes traditionnelles d'organisation sociale, de contrôle culturel et de normalisation institutionnelle. Doit-on en conclure que les nouveaux mouvements sociaux appartiennent déjà au passé? Pas vraiment. Certes ils sortent affaiblis de cette conjoncture de crise et la plupart n'exercent qu'une très faible influence politico-institutionnelle. L'heure est à la dispersion des mobilisations collectives, à la fragmentation des organisations, au repli sur des objectifs immédiats et sectoriels, à l'exploration d'alternatives où la défense de l'identité et le renouvellement de la vie quotidienne l'emportent de loin sur l'élaboration de projets globaux de transformation sociale et politique. Mais tout cela est assez logique en définitive car, pour Touraine, l'action de ces nouveaux mouvements porte l'empreinte du *passage* laborieux à la société programmée. Leur essor est lié à la naissance de ce type sociétal inédit, non à son plein déploiement.

Rien de surprenant donc s'ils éprouvent d'immenses difficultés à s'auto-organiser et à inventer un mode adéquat d'expression et de représentation politiques de leurs demandes et revendications. D'autant plus «que les mouvements sociaux d'aujourd'hui ont comme caractéristique principale d'être purement sociaux.» (p. 281). Cela implique la reconnaissance bien sûr de l'autonomie des rapports sociaux et de la société civile face à l'État et aux

grands appareils, mais également l'exigence de l'autonomie de ces mouvements à l'égard de l'action partisane et des forces intervenant au niveau du champ politique et de l'État. Plus généralement cette exaltation de l'autonomie, qui débouche fréquemment sur un rejet de la providence étatique et une profonde méfiance envers les jeux et les enjeux de la scène politique, va de concert avec la clôture de l'ère des révolutions: c'est-à-dire la volonté affirmée de transformer le monde et de construire un avenir meilleur en se saisissant brusquement du pouvoir d'État. En ce sens les mouvements contemporains sont non-politiques et anti-révolutionnaires. S'il faut bouleverser l'ordre des choses, c'est ici et maintenant. Non plus en critiquant l'usage social du progrès mais en questionnant les finalités mêmes du progrès. Non plus en s'insurgeant contre l'absence de changement, mais en s'opposant à un surcroît de transformation, bref en exigeant une réappropriation individuelle et communautaire de l'historicité. Ce qui donne une importance capitale au problème du renouvellement de la démocratie.

En un mot, il n'y a pas aujourd'hui de mouvements sociaux dignes de ce nom sans un approfondissement radical du modèle démocratique, sans un renforcement de la représentativité du système politique: à savoir sa capacité d'absorber les demandes de transformation émanant de nouveaux mouvements sociaux et de médiatiser ces conflits d'un type nouveau en modifiant la texture des règles et normes institutionnelles. Et, inversement, il n'y a pas de démocratie véritablement représentative sans un agrandissement de l'espace de liberté dont jouissent les mouvements, en l'occurrence sans un accroissement de leur capacités d'auto-organisation, d'auto-expression et d'auto-représentation. Mais l'élargissement de la démocratie ne saurait suffire à enrayer le reflux des nouveaux mouvements sociaux dans la mesure où celui-ci tient également à leur fragmentation et à leur morcellement, bref à l'absence de tout principe d'unité des problèmes et conflits

sociaux. Or pour que puisse se former aujourd'hui un mouvement social aussi central que le fut le mouvement ouvrier dans la société industrielle, il importe de découvrir un conflit primordial autour duquel pourront s'agglomérer l'ensemble des luttes sociales de la société programmée, d'autant plus que l'extinction de l'idée de révolution a entraîné le déclin de l'État comme principe métasocial d'unité de l'action des mouvements sociaux. Ce nouveau principe d'unité commence toutefois à émerger, mais il est entièrement social: car il réfère à la capacité croissante de la société à agir sur elle-même, à la libération de la créativité humaine. Aussi le champ culturel est-il appelé à devenir le lieu central de la conflictualité sociale. Et, de ce point de vue, «l'unification des luttes ou leur intégration dans un mouvement social général ne peut se faire que par le renforcement de leur dimension morale, par la volonté de saisir et d'affirmer directement les droits du sujet» (p. 289). Un sujet qui se définit d'abord et avant tout par sa créativité et son désir de liberté. Ce qui nous ramène d'emblée au retour de l'acteur social.

Ces réflexions sur l'évolution des nouveaux mouvements sociaux sont fécondes à bien des égards. D'abord parce que l'auteur brise avec une longue tradition qui assimile mouvement social et révolution. Ensuite parce qu'il place la question de la démocratie au cœur de la dynamique de formation et de développement de ces luttes sociales pour le contrôle de l'historicité. Enfin parce que sa référence constante au sujet libertaire permet d'échapper aux lamentations actuelles sur le vide social et l'exacerbation de l'individualisme contemporain. Force est de reconnaître toutefois que la conception tourrainienne des mouvements sociaux soulève des sérieux problèmes analytiques. Ainsi à trop vouloir établir une correspondance entre mouvements sociaux et acteurs de classe, on aboutit fatalement à réintroduire l'idée du primat des rapports et conflits de classes dans le processus d'auto-production et d'auto-transformation du social. Or le propre des nouveaux mouvements

n'est-il pas justement de faire éclater cette identité des problèmes socio-culturels et des rapports de classes en soulignant avec force que les rapports de domination sont pluriels et hautement complexes et que les antagonismes de sexe, par exemple, ne recouvrent que très partiellement les oppositions de classe. Par ailleurs est-il bien nécessaire de chercher à tout prix un principe d'unité à ce champ de nouvelles luttes sociales? Pourquoi faut-il absolument qu'un conflit central se profile à l'horizon de la société programmée? Sans doute la cohérence interne de la problématique de l'auteur l'exige. Mais ne risque-t-on pas de retomber, ce faisant, dans une curieuse magnification de l'action politique des partis qui se définissent d'abord et avant tout comme des unificateurs universels? Enfin il me semble que l'analyse de Touraine insiste trop peu sur l'ambivalence foncière du rapport des nouveaux mouvements sociaux à l'État. À coup sûr ces luttes d'un type inédit sont imprégnées d'anti-étatisme. Mais elles véhiculent également la revendication d'une multitude de *droits du sujet* dont la satisfaction immédiate alimente l'extension de l'intervention normalisatrice de l'État. Aussi la volonté d'auto-gérer le quotidien peut aller de pair avec un désir insatiable d'État. Le dépérissement de la machine étatique, c'est pas demain la veille.

À tout prendre, voilà un ouvrage rafraîchissant dans un monde hanté par le pessimisme et le désenchantement. Certes on peut regretter les nombreuses répétitions et l'absence de références bibliographiques. Il n'en reste pas moins que le grand mérite de ce livre est de nous rappeler, pour employer une formule de l'écrivain Robert Musil, que s'il existe un sens du réel, il doit aussi exister un sens du possible.

Carol Levasseur
Université Laval